

Brésil :

Deuxième succès pour Dilma Rousseff quatrième victoire du PT

Jean-Jacques Kourliandsky*

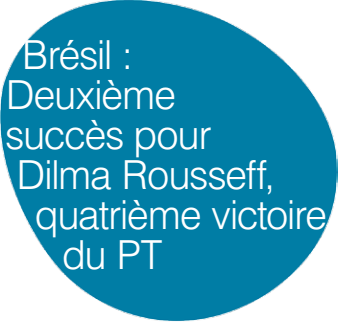
* Chercheur à l'IRIS

Dilma Rousseff (Parti des travailleurs, PT), présidente sortante, l'a emporté le 26 octobre face à Aécio Neves (Parti de la social-démocratie brésilienne, PSDB) avec 51,6 % des suffrages. Le candidat du PT, centre-gauche, a, pour la quatrième fois, gagné l'élection présidentielle. Et pour la quatrième fois il l'a emporté face à celui du PSDB, formation libérale de centre-droit.

La campagne, violente et polémique, a privilégié les attaques personnelles. Les préférences idéologiques, plus souvent cachées qu'avouées, ont donné le ton de la majorité des commentaires tout au long de la campagne. La nécessité d'une défaite de Dilma Rousseff reposait pour ses opposants sur l'urgence du changement, de l'alternance, du renouvellement générationnel, et de la morale publique.

Les enjeux de cette élection présidentielle revêtaient une importance dépassant ce cadre polémique pour deux raisons principales :

- Le Brésil est une grande puissance émergente, économique comme diplomatique. Les orientations de ceux qui le gouvernent intéressent ses partenaires comme ses concurrents. L'enjeu de l'élection portait aussi sur la place du Brésil dans le concert latino-américain et, au-delà, dans celui des Nations unies. Les candidats n'en ont pratiquement pas parlé ce qui est habituel dans les campagnes électorales au Brésil

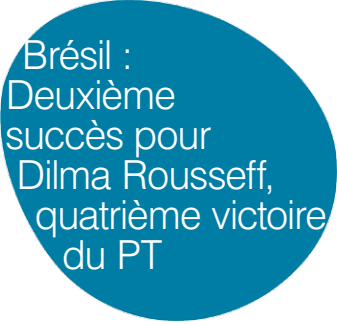


Brésil :
Deuxième
succès pour
Dilma Rousseff,
quatrième victoire
du PT

comme ailleurs dans le monde. Mais une victoire de l'opposition, du candidat PSDB, aurait provoqué un réalignement sur les Etats-Unis et l'affaiblissement du « régionalisme » sud-américain (Mercosur/Unasur) comme des ponts tendus par le Brésil en direction de l'Afrique, du monde arabe et de ses associés du groupe BRICS (Brésil-Russie-Inde-Chine-Afrique du sud).

- Le Brésil est depuis 2003 dirigé par Lula (2003-2011) et Dilma Rousseff (depuis 2011), responsables du Parti des travailleurs, qui se situe dans la famille de la gauche réformatrice. A ce titre, l'enjeu électoral ne pouvait qu'être particulièrement suivi par les membres de cette famille politique dans le monde. L'issue de la campagne déterminait, en effet, le modèle de développement. Soit Dilma Rousseff et le PT l'emportaient et perpétuaient ainsi un modèle économique, politique et social, respectant démocratie et économie de marché mais reposant sur un Etat fort en capacité d'orienter. Soit Aécio et le PSDB s'imposaient et avec eux un autre projet privilégiant un Etat modeste, révisant ses ambitions, la libre expression de l'initiative individuelle et l'ouverture du Brésil sur les principaux marchés mondiaux. La campagne aura été la plus disputée et la plus agressive depuis le rétablissement de la démocratie. Loin de permettre l'expression et la discussion de deux projets antagonistes, elle s'est polarisée sur des attaques personnelles et la volonté de déstabiliser l'autre partie. Les positionnements auront été plus émotionnels que rationnels, et ce recours à l'émotion a fait émerger le refoulé et a paradoxalement accouché d'un vote de classe. Le Brésil pauvre, celui pour l'essentiel du Nord-Est, noir et métissé, encore marqué par l'héritage de l'esclavage, a voté PT et Dilma Rousseff. Le Brésil industriel des classes moyennes, très présent dans le Sud du pays, a voté PSDB et Aécio Neves.

- Les Brésiliens du Nord-Est, bénéficiaires des politiques sociales actives et efficaces mises en œuvre depuis 2003 (Programmes *Bourse famille*, *Ma vie, ma maison*, *Electricité pour tous*, *Plus de médecins*) ont naturellement voté pour la candidate et le parti qui, depuis 2003, leur ont permis de sortir, pour certains, de la famine et, pour d'autres, d'accéder au premier échelon des classes moyennes. La montée en puissance, relayée par la quasi-totalité des médias, du candidat PSDB, Aécio Neves, a souvent été accompagnée de commentaires désobligeants à l'égard des gens du Nord. Pour certains chroniqueurs favorables à l'opposition, ils voteraient PT parce qu'ils seraient « conservateurs » et « mal éduqués ». Ces commentaires, tout comme les attaques contre Lula, l'enfant du Nord-Est, leur ont fait craindre une remise en cause des



Brésil :
Deuxième
succès pour
Dilma Rousseff,
quatrième victoire
du PT

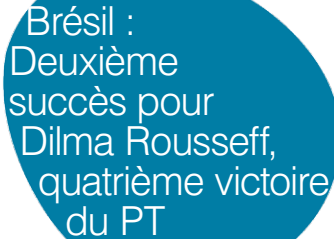
programmes sociaux et les dénégations en cours de campagne du candidat PSDB n'ont pas pour autant été jugées crédibles.

- Les Brésiliens des classes moyennes, très présents dans le Sud, n'ont bénéficié d'aucun de ces programmes sociaux. Mais jusqu'en 2010, l'accélération de la demande, tirée par la redistribution en faveur des plus pauvres, avait dynamisé la croissance. Cette dynamisation avait des retombées positives pour tous et la consommation des plus favorisés en avait été bonifiée. Ce n'est aujourd'hui plus le cas. La croissance estimée pour 2014 serait de 0,7 %, alors qu'elle était de 7,5 % en 2010. Les catégories moyennes, fortement représentées dans le Sud du pays, étaient sorties dans la rue en juin 2013 et exigeaient aussi des avancées collectives en matière de transport public, de santé et d'éducation, faute de pouvoir consommer au rythme du quinquennat précédent. Les industriels, les banquiers, la bourse et la grande presse se sont joints en 2014 aux mécontents de 2013 pour revendiquer plus pour le Brésil « qui travaille » (celui du Sud) et moins pour celui (du Nord-Est) qui vivrait des impôts payés par les productifs.

Les perspectives sont à l'image de la campagne. Dilma Rousseff n'aura pas d'état de grâce. Pressée par le réel, elle est contrainte à l'action.

Dilma Rousseff et le PT l'ont emporté pour la quatrième fois (en 2002, 2006, 2010 et 2014). L'option de centre-droit du PSDB, bien qu'en progression, a échoué pour la quatrième fois. Le symbole est fort, en dépit du net mais faible écart entre vainqueur et vaincu en 2014. Il l'est d'autant plus que cette fois-ci, Dilma Rousseff et le PT, n'ont pas simplement affronté un autre candidat et un autre parti, mais aussi le patronat, la bourse et la quasi-totalité des grands groupes de presse et de télévision. La différence est due au travail de terrain, à la présence dans la rue et dans tout le pays d'un parti de masse, le PT, et d'un « leader » historique, Lula, sans équivalent dans le reste de l'Amérique latine.

Les différents niveaux de représentation politique issus de cette élection ne laissent pas une grande marge de manœuvre à la présidente réélue. Le PT et ses alliés ont élargi leurs gains dans les Etats. Le PT a en particulier conquis le gouvernorat de l'Etat de Minas Gerais, Etat dont Aécio Neves a été le gouverneur. En revanche, il a perdu des sièges au parlement, tout en



Brésil :
Deuxième
succès pour
Dilma Rousseff,
quatrième victoire
du PT

gardant une majorité théorique¹. Mais en raison de la nature proportionnelle à l'extrême du système électoral, 28 partis politiques sont aujourd'hui représentés au Congrès des députés. Le PT a en théorie le soutien de 9 autres groupes plus ou moins importants mais plus ou moins en cohérence avec son projet.

Or, la mandature qui s'ouvre va exiger de la présidente la mise en œuvre de réponses à deux défis qui seront déterminants pour l'avenir et la prochaine élection présidentielle.

- Relancer l'économie. Pour financer la perpétuation des programmes sociaux, dynamiser de façon plus globale l'économie et donc la consommation des classes moyennes, le Brésil doit réactualiser sa politique économique. La pression de la Bourse et des milieux financiers et industriels pousse à une libéralisation plus forte, moins d'impôts, un ajustement de l'Etat afin de réorienter ses moyens en direction d'investissements infrastructurels. Cette pression appelle une réponse immédiate. La bourse a plongé au lendemain de la victoire de Dilma Rousseff (Petrobras, la grande société pétrolière locale, a par exemple perdu 12 points). La présidente a signalé, dès ses premières interventions, qu'elle avait pris la mesure de l'urgence et qu'elle allait dès les premiers jours de novembre annoncer un plan de relance ne remettant pas en cause les programmes sociaux.
- Engager une réforme politique. Cette mesure permettrait de rompre le poids excessif des petits partis nécessaires à la composition de majorités, et qui exigent des contre-parties aux conséquences souvent dommageables. Elle permettrait aussi de couper la possibilité pour les entreprises de financer candidats et campagnes partisans, pratique à l'origine de dérives éthiques quasi structurelles. Plus de 7 millions de Brésiliens ont participé en septembre à une consultation populaire afin de demander un référendum constitutionnel sur cette question. La présidente l'avait promis en 2010 et en avait reparlé en 2013. Elle a de nouveau signalé son intention de relancer ce projet de réforme pendant la campagne. Jusqu'ici, elle s'est heurtée à la mauvaise volonté du Congrès, seul celui-ci pouvant en effet autoriser l'organisation d'une consultation référendaire. Or les petits partis, bénéficiaires du système, ont jusqu'à présent refusé de répondre positivement à la demande de la présidente.

1. cf [Note n° 234](#) de la Fondation Jean-Jaurès

Brésil :
Deuxième
succès pour
Dilma Rousseff,
quatrième victoire
du PT

La présidente, compte tenu de l'impact particulier de sa victoire acquise contre un parti soutenu par l'établissement financier et médiatique, bénéficie d'un puissant droit de tirage. Elle doit impérativement l'utiliser au plus tôt avant que ses adversaires ne se remobilisent.

L'incidence internationale de cette consultation est évidente. Son résultat a été accueilli avec satisfaction par les pays latino-américains qui depuis quelques années s'efforcent de donner à leurs Etats respectifs la capacité d'orienter l'économie de marché. Ces pays défendent par ailleurs de façon concertée la nécessité d'une gestion collective des affaires du monde. Ces choix les ont conduits parfois à coopérer mais parfois aussi à entrer en conflit à l'OMC ou à l'ONU (sur les dossiers libyen, syrien, iranien, malien ou ukrainien) avec les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni. L'Allemagne est, dans la période récente, le pays « occidental » qui a su le mieux tirer son épingle du jeu avec les gouvernements « souverainistes » d'Amérique latine. Coopérer avec les grands émergents pour la France va nécessiter des adaptations diplomatiques allant au-delà de la simple recherche de parts de marché, si elle veut rester influente dans ces pays, et donc aussi au Brésil.